



Déclaration préalable FSU  
CDEN 16 avril 2015

Au moment où le ministère organise des grands raouts pour faire émerger les réponses locales et défendre les valeurs de la République, il oublie d'agir contre la concurrence institutionnalisée, contre les politiques d'évitement scolaires, pour donner les moyens à l'école de faire autre chose que du tri social. Les politiques d'austérité, de mise à mal de solidarités, des services publics engendrent la désespérance sociale et des replis sur soi qui font le lit des idées d'extrême droite. Après le « pacte de solidarité », la loi « Macron », les propos du 1<sup>er</sup> Ministre suite aux élections départementales ne donnent comme perspective que toujours plus de cadeaux au patronat et toujours moins de droits pour les salarié-es. C'est pourquoi nous étions en grève interprofessionnelle unitaire le 9 avril pour la défense de l'emploi, des salaires, des solidarités, des services publics et pour une école qui permette à tous de devenir citoyen.

Dans l'éducation nationale, les « 60 000 postes promis » se sont traduits cette année par seulement 2511 postes pour le 1<sup>er</sup> degré. Il ne reste que 861 emplois pour 23400 élèves supplémentaires puisque le reste finance l'amélioration des décharges de direction et les allègements de service dans les REP+. La conséquence est directe sur les 19 retraits de postes pour notre académie et les 15 du Jura.

La situation des écoles s'est encore dégradée cette année scolaire : augmentation des effectifs par classe, non remplacement des enseignants absents (plus de 20 classes non-remplacées certains jours sur le département) provoquant désorganisation et dégradation des conditions de travail des élèves et des enseignants.

Au moment des opérations de carte scolaire, l'amélioration qualitative attendue entre en concurrence avec les ouvertures de classes dont les effectifs continuent d'augmenter. Votre volonté de fusionner les écoles, d'arriver à des structures d'au moins 5 classes a des conséquences négatives pour les écoles et les équipes. La première est la perte de la spécificité de l'école maternelle.

De plus, alors que les écoles à 5 classes et plus représentent 41 % des écoles, elles représentent 50 % des ouvertures et 63 % des fermetures.

C'est cela aussi qu'il faudrait pouvoir lire dans les interviews que vous donnez : plus encore que les possibles intérêts pédagogiques que vous mettez en avant (sans prendre en compte les conclusions de nombreux chercheurs défendant les écoles à taille humaine) les écoles à 5 classes et plus fournissent surtout l'équation mathématique rêvée pour effectuer des fermetures à 27 élèves par classe.

Alors qu'il faudrait pouvoir scolariser tous les enfants de 2 ans dont les parents le souhaitent, le ministère a mis en place les contrats de scolarisation des moins de 3 ans. Mais même cela est trop exigeant pour la dotation du Jura. Sur les 14 projets, tous de qualité et aboutis, selon vos propos, vous n'acceptez que ceux de l'éducation prioritaire pour des raisons d'affichage mais surtout budgétaires. Cela n'est pas acceptable pour un service public laïque de qualité respectueux des personnels et des élus qui ont rédigé ces projets

La FSU a, cette année encore, chiffré les besoins pour seulement pallier les premières nécessités en matière de fonctionnement du service public d'éducation. Pour l'allègement du nombre d'élèves par classe à 25 maximum, les remplacements, les RASED, la scolarisation de tous les élèves de moins de 3 ans inscrits dans les prévisions, l'engagement budgétaire, pour notre département, doit être à minima de 181 postes. Et encore ce ne sont que des mesures de rattrapage d'urgence. Nous n'en obtenons aucun.

On ne peut demander à l'école de faire face à la dégradation continue de la situation sociale. Les familles, les enfants vont mal. Chaque jour dans notre département, de nouvelles situations d'urgence sont signalées. Si rien n'est fait pour réduire les inégalités, la situation ne pourra que s'aggraver, les mêmes constats seront reconduits. Et le mal vivre des collègues se dégrader.

Parce que nous ne pouvons nous satisfaire d'une société et d'une école qui trie, exclut, ne permet pas à tous les enfants de devenir des citoyens capables de comprendre les enjeux sociaux, de s'insérer dans le monde du travail, nous continuerons, avec les parents, les élus, les enseignants, à exiger les moyens nécessaires à la réussite de tous les élèves dans un service public laïque d'éducation de proximité et de qualité. Il y a urgence !